



HAL
open science

Un début d'organisation des environnementalistes en Île-de-France

Anne Dietrich

► **To cite this version:**

Anne Dietrich. Un début d'organisation des environnementalistes en Île-de-France. La géoarchéologie appliquée au diagnostic des sites du Néolithique à nos jours, Anne Speller; Gilles Bellan; Didier Dubant, May 2006, Paris, France. pp.78-80. hal-03148796

HAL Id: hal-03148796

<https://inrap.hal.science/hal-03148796>

Submitted on 22 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Anne Dietrich

Inrap Centre-Île-de-France, UMR 7041

Un début d'organisation des environmentalistes en Île-de-France

Ce séminaire visait à établir un fonctionnement entre les paléoenvironmentalistes, principalement des disciplines du sol, et les archéologues. Les questionnements environnementaux sur le déterminisme du milieu dans les choix des sociétés ou les impacts de ces sociétés sur le milieu ne seront donc que très peu abordés ici, ils sont à envisager comme un postulat à l'interprétation sédimentologique, non discuté. Cela ne constitue pas un problème, mais il faut garder à l'esprit que ce n'est qu'un postulat, et ceci d'autant plus que les paléoenvironmentalistes du vivant, les paléobiologistes, ont été absents de ces journées.

Il est important de souligner que ces questions de déterminisme et d'impact constituent cependant le cœur des problématiques qui ont été soumises à notre réflexion en Île-de-France. La réflexion a été orientée sur les moyens à mettre en oeuvre afin de soulager les adjoints scientifiques et techniques et aider les responsables d'opération et les environmentalistes par la création d'un relais entre ces entités. En fait, il n'y a aucun obstacle autre qu'organisationnel à un bon travail paléo-archéoenvironmental. Le constat s'est fait à l'occasion d'un inventaire des prélèvements entreposés dans le centre de l'Inrap à Croissy-Beaubourg début 2004, et de la recherche de l'origine de ces prélèvements. En quelques années, l'étiquetage était même parfois devenu totalement incompréhensible. Ce travail a initié toute une réflexion à des fins pratiques mais aussi archéologiques : « Pourquoi garder ces sacs ? Quelle en est la problématique ? Y a-t-il une datation ? »

L'accumulation sur le long terme de ces prélèvements nous a amenés à considérer tout naturellement le paléoenvironnement en Île-de-France comme une question pluri-institutionnelle. En effet, la plupart du matériel issu des sites était dispersé physiquement dans nombre de dépôts et de laboratoires jusqu'en des endroits désaffectés ou improbables.

C'est grâce aux prises de contacts nécessaires à cette enquête que la communauté archéo-paléoenvironmentale s'est rapprochée d'une vision plus globale. Nous avons discuté « problématiques nouvelles » très liées aux fenêtres géographiques possibles par la répartition des diagnostics et partage de matériels performants. Par ailleurs, les centres de l'Inrap ont été équipés d'une manière adaptée aux besoins des agents. Depuis, ma mission dans ce rôle de personne-relais a été de deux ordres : apporter de l'aide au coup par coup à certaines fouilles et prévoir en amont les besoins avec les RO et les AST au niveau de la constitution des équipes. Ainsi, nous avons élaboré une collaboration pour certains sites : Odéon, Varennes-sur-Seine ou Melun-Sénart. D'autres sites, comme Achères ou Marne-la-Vallée, ont continué sur cette dynamique d'organisation parce qu'il y avait des paléoenvironmentalistes dans les équipes. Parallèlement, un dépouillement raisonné des RFO a fourni le constat plutôt effarant que les données environnementales, hors les notions géomorphologiques, y sont souvent absentes. De plus, le fait que ces données et résultats arrivent bien plus tard que le délai accordé administrativement pour le rendu des rapports, et souvent alors que le RO n'est plus disponible, ne facilite pas la tâche de recollement qui devient de ce fait extrêmement longue.

Finalement, les environmentalistes de l'Inrap et tous les laboratoires travaillant régulièrement avec nous ont été interrogés pour aboutir à une liste de contacts d'environ quatre-vingts noms. Classée par discipline avec les coordonnées et les problématiques des participants, cette liste pourrait être mise en ligne et, au vu de l'évolution permanente de la recherche, une mise à jour est prévue tous les 6 mois.

C'est avec l'ensemble des environmentalistes que nous avons arrêté la liste des personnes référentes dans les laboratoires, en y incluant les étudiants en thèse gérant déjà de façon autonome une charge de travail. Il s'agit donc bien d'une liste de professionnels. De même, nous avons décidé d'éviter toute hégémonie et, à l'inverse des discussions sur

le ¹⁴C dans d'autres régions, nous ne voulions pas de solution unique à une question. La question des « marchés » ne s'est donc pas posée. Les choix proposés étant scientifiques, les questions financières sont reléguées au moment de la réalisation des études. La très bonne entente générale et le besoin pour tous de mieux connaître les méthodes et les procédures ont contribué à rendre cet outil relativement performant. Dans la pratique, l'ensemble de l'organisation en Île-de-France se structure à partir de cette liste avec une communication d'aide active en explications théoriques et pratiques en permanence au service de tous. Ces échanges ont également conduit à l'élaboration d'un stage de formation continue au niveau national de « disciplines paléo- et archéoenvironnementales ». Ces deux éléments ont renforcé le professionnalisme ; mais pour qu'une telle organisation soit pérenne, trois points principaux sont indispensables :

- la mise en pratique régulière d'un pôle environnement proche des AST ;
- une intégration des diagnostics dans les problématiques environnementales afin d'élargir le corpus des prélèvements ;
- un travail de partenariat intelligent avec un désir de valorisation des résultats environnementaux nettement favorisés par l'archéologie préventive.

La mise au point d'un « pôle de veille environnementale »

Il s'agit de cibler ce relais environnemental vers de meilleurs choix et aides à la décision. Cela se résume, à l'Inrap, à comment aller à l'essentiel sans laisser échapper des points importants en terme de résultats environnementaux et archéologiques. Il ne faut pas oublier que la première question des archéologues face à l'environnement porte sur la dévolution des structures fouillées. Ce pôle doit donc répondre à toutes les questions, en indiquant les voies à suivre, les problématiques qui priment dans la recherche actuelle. Il doit générer des coordinations pour les fouilles importantes ou les secteurs fortement sondés. Sa mission est également d'établir un vocabulaire commun, pour une information continue et compréhensible par tous en donnant un accès à la recherche environnementale. Son rôle est donc en grande partie didactique. Ce pôle réunit des environnementalistes d'horizons divers, des géomorphologues et des RO intéressés, mais aussi des spécialistes d'autres disciplines afin qu'il y ait un échange d'idées et de solutions. Cette mutualisation est censée harmoniser, sans standardiser, les données pour qu'il n'y ait pas de déperdition d'information en passant d'un géomorphologue à un autre, par exemple.

Sortir une cohérence de recherche dans les prélèvements faits sur les diagnostics

On sait que le diagnostic fait émerger l'environnement proche du site, qu'il y ait occupation humaine ou non. C'est notre fenêtre ouverte sur le paléoenvironnement. Il nous faut donc rechercher ces couches communes au site et à l'extérieur du site. Enfin, il faut sortir des études paléoenvironnementales au service des archéologues ou des sites archéologiques, simples fournisseurs de données. Archéologues et environnementalistes doivent élaborer de concert les problématiques. Je reprends avec force (comme l'a évoqué Christophe Jorda) l'idée que tout est environnement en archéologie et que tout est archéologique dans l'environnement à partir de la présence de l'homme, facteur de modification volontaire ou non, direct ou indirect.

L'outil à mettre au point est cartographique. Nous commençons dans certaines zones à définir les sédiments susceptibles de contenir des données environnementales et ceux susceptibles de contenir des vestiges archéologiques, en particulier paléolithiques ou néolithiques. Ces cartes devraient être très utiles en Île-de-France car notre topographie est faite de contrastes entre des plateaux à faible taux de sédimentation qui s'opposent à des vallées à forte sédimentation. Et dans les vallées, nous observons un dimorphisme avec des évolutions en versants froids plus riches et des adrets plus secs et sensibles à l'érosion.

Nous pensons aussi suivre quelquefois, par l'intermédiaire de contacts avec les UMR et d'autres programmes de recherche, des *campagnes de prélèvements systématiques* qui donnent un cadre interprétatif bien plus efficace et fiable en participant à un espace élargi ou en alimentant une recherche à plus long terme.

Quant au carottage, nous le voyons comme une méthode d'appoint, très utile en milieu rural, mais qui ne doit pas être menée sans référence de terrain ou de carte. Enfin, les prélèvements doivent être gérés et notre réflexion s'accompagne d'un travail parallèle fait sur l'enregistrement de tous les vestiges dans les dépôts (effectué par Mercedes Maya).

Action de concertation entre partenaires régionaux.

Comme il a été mentionné au départ, la vision archéo-paléoenvironnementale a finalement toujours débordé du cadre strict de l'Inrap. La région Centre-Île-de-France est riche de laboratoires, d'instituts de recherche et d'universités. Il faut donc utiliser cette opportunité pour travailler ensemble. Il ressort de la liste de contacts élaborée l'importance à donner au monde universitaire (beaucoup de synthèses donnent lieu à des thèses) et dans le souci de respecter les thèmes de recherche de chacun. Un des objectifs est d'améliorer les prescriptions qui, pour les diagnostics, soit n'offrent aucune demande environnementale, soit ne s'intéressent qu'au milieu fluvial, soit privilégient de façon trop systématique le carottage. Les services prescripteurs sont d'ailleurs sensibilisés par des actions communes sur l'environnement et des échanges pratiques.

Conclusion

Cette initiative vise à être la plus efficace possible et à rendre les résultats lisibles rapidement et par tous afin de répondre aux questions archéoenvironnementales (dévolution des sols ou fosses, alimentation, état sanitaire, économie...) et paléoenvironnementales (état du milieu, exploitation du milieu, modification du milieu). Le pôle de veille environnementale est un relais, premier pas vers une organisation régionale adaptée avec un bilan annuel comme dans le Languedoc (*cf.* Pierre Séjalon). Il répond aussi aux demandes de nos partenaires comme le SRA, des programmes de recherche « Bassin parisien » ou le PCR « cartographie de l'espace parisien »... Cela semble une bonne option d'organisation, ouverte et constructive.